

Retour sur l'année 1997

Michel Devilliers

Département de la Conjoncture

Roland Lescure

Division Synthèse conjoncturelle

La première caractéristique de l'année 1997 est d'être une année de reprise. L'ampleur de celle-ci, peu visible dans la croissance en moyenne annuelle (+2,4%), encore qu'elle soit sensiblement supérieure à celle de 1996 (+1,5%), apparaît dans le glissement annuel du PIB en fin d'année (+3,2%). Cette reprise a suivi un schéma assez traditionnel : accélération des exportations, puis retour, grâce à l'amélioration des anticipations, à une contribution positive des stocks, et enfin réanimation de la demande intérieure de consommation et d'investissement. La reprise a profité d'abord à l'industrie, puis s'est diffusée aux autres secteurs de l'économie. Mais l'année 1997 recèle aussi des particularités.

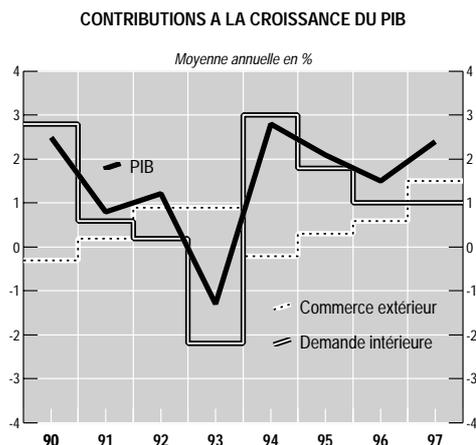
La première est la vigueur de la croissance des exportations, liée à une activité mondiale très dynamique grâce à la conjonction d'une reprise européenne et d'un sommet de cycle pour le reste du monde, et à un contexte de change favorable assurant une bonne compétitivité. Au total, le commerce extérieur a contribué pour plus de la moitié (1,5%) à la croissance de 1997. Il a surtout assuré l'indispensable réamorçage de la croissance à un moment où les marges de manoeuvre budgétaire étaient insuffisantes pour réanimer une demande intérieure longtemps encalminée.

La deuxième particularité de 1997 est la réserve longtemps manifestée par les ménages et les entreprises dans l'accroissement de leur demande. En particulier, le comportement d'investissement, dans un contexte où la situation financière des entreprises était bonne, les anticipations de croissance fortes et les conditions de financement en nette amélioration, a fait ressortir une très grande prudence, qui résulte sans doute de la conjoncture heurtée observée depuis 1993. De même, la consommation n'a redémarré qu'à l'été et la progression des revenus (+2,3% en 1997) s'est traduite surtout par une augmentation du taux d'épargne. Mais une explication partielle peut être trouvée dans la perturbation du cycle des achats d'automobiles. Il faut noter que le redressement de la demande intérieure a coïncidé avec une nette amélioration des indicateurs du climat économique, variables dont le rôle conjoncturel, inquantifiable, ressort ainsi.

L'année 1997 se distingue clairement des redémarrages cycliques passés par ce que l'on pourrait appeler une "reprise sans inflation". Alors qu'en 1994, la croissance avait favorisé une nette remontée des prix à la production, la reprise de 1997 n'a réussi qu'à les stabiliser au bas niveau atteint l'année précédente. Une évolution similaire a été observée sur les prix à la consommation qui n'ont progressé que de 1,1% en 1997 contre +1,7% en 1996. Les facteurs ponctuels identifiables (baisse des prix des matières premières en fin d'année, effet des surcapacités dans l'automobile) ne fournissent qu'une explication partielle et amènent à s'interroger sur de nouveaux comportements de prix. En revanche, les comportements en matière d'emploi semblent dans le prolongement de ce qui a été observé au cours des dernières années : la reprise a rapidement généré des créations d'emploi dans le secteur marchand, faisant apparaître une progression relativement faible de la productivité du travail. Ces créations d'emploi ont permis d'amorcer une décrue du chômage.

La reprise industrielle s'est progressivement diffusée à l'ensemble des secteurs

En 1997, l'industrie a contribué de manière significative à la croissance de l'activité. La progression de la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière (+5,2%), qui représente 16,5% du PIB, explique près de la moitié de la croissance de l'activité française. La production y a cru de 4,3% en moyenne annuelle après +0,5% en 1996. En



glissement annuel, la progression atteint 6,5%. Ce dynamisme de l'activité du secteur manufacturier s'explique principalement par l'évolution des échanges extérieurs et par les mouvements de stocks. Les exportations françaises de produits manufacturés ont progressé de 12,4%, après +5,8% en 1996. Les importations manufacturées ont également accéléré, mais de manière moins franche et plus tardive. Sur l'année, elles ont progressé de 8,3%. Au total, le commerce extérieur explique près de 90% de la hausse de la valeur ajoutée manufacturière. L'amélioration continue des perspectives de demande, notamment en provenance de l'étranger, s'est traduite par un retournement du comportement de stockage des industriels dès le deuxième trimestre. Après avoir atteint -1,9 point en 1996, la contribution des stocks à l'évolution de la production manufacturière s'est établie à +0,6 point en 1997.

La reprise s'est progressivement étendue à l'ensemble de l'économie. Elle a d'abord bénéficié au secteur des services aux entreprises, avant de se généraliser à l'ensemble du tertiaire. La production dans les services marchands a ainsi progressé de 2,4%, après +1,4% en 1996. Dans les services de transports et télécommunications, la hausse a atteint 4,2%, après +3,5% en 1996. La reprise de l'activité dans le commerce n'est visible

qu'au second semestre, l'accélération de la consommation des ménages aidant : la production y est stable en moyenne annuelle, mais en accélération. Seul, le secteur du bâtiment et des travaux publics a connu une activité encore atone en 1997. La reprise progressive de l'investissement des ménages en logements s'est avant tout traduite par une poursuite du déstockage de logements neufs, alors que l'investissement des entreprises en BTP a encore diminué, pour la sixième année consécutive. Au total, la production dans le secteur du BTP a diminué de 0,6% en 1997, après -1,9% en 1996. Elle est restée stable en glissement annuel.

Riche en créations d'emplois, la reprise a permis d'amorcer la décrue du chômage

L'emploi salarié dans le secteur marchand a bénéficié rapidement de la reprise. Dans le secteur marchand non-agricole, environ 155 000 emplois salariés ont été créés. Ce chiffre témoigne d'un fort contenu en emplois de la croissance. Certes, l'emploi est resté en retrait dans un certain nombre de secteurs (notamment le Bâtiment et les Travaux Publics). Mais sa reprise, qui semblait dans un premier temps cantonnée au secteur des services (dont l'intérim), s'est peu à peu diffusée. La baisse de l'emploi s'est notamment interrompue en fin

d'année dans l'industrie manufacturière. Les suppressions d'emplois ont également ralenti dans le BTP. L'emploi total a progressé d'environ 170 000 postes nets. Il a bénéficié des créations d'emplois dans le secteur non marchand, qui ont compensé la baisse de l'emploi non-salarié. Compte tenu de cette évolution de l'emploi, le chômage, après avoir augmenté début 1997, s'est stabilisé à l'été, puis a amorcé une décrue en fin d'année. Sur l'ensemble de l'année, il a atteint 12,5% de la population active.

La hausse du revenu et le retour de la confiance des ménages sont à l'origine du redémarrage progressif de la consommation

Après avoir stagné en 1996, le pouvoir d'achat du revenu des ménages a augmenté de 2,5% en 1997. La croissance de l'activité explique une part de cette accélération, notamment grâce aux créations d'emplois. Elle provient également d'un certain nombre de mesures spécifiques (allègement de l'impôt sur le revenu, "coup de pouce" sur le SMIC, quadruplement de l'allocation de rentrée scolaire). Elle doit enfin au ralentissement des prix, l'inflation dépassant à peine 1%.

Dans ces conditions, la faible croissance de la consommation des ménages (+0,9% en moyenne annuelle) peut surprendre. Elle correspond à une hausse de près d'un point et demi du taux d'épargne, qui va bien au delà de ce que l'accélération du revenu aurait pu justifier. Cette hausse du taux d'épargne est d'autant plus difficile à expliquer que la confiance des ménages s'était légèrement redressée dès la fin de l'année 1996, puis très nettement à la mi-97. En réalité, l'évolution de la consommation des ménages en 1997 doit beaucoup à celle du marché automobile français. Celui-ci s'est effondré dès l'arrêt de la prime qualité, en octobre 1996, et a continûment baissé

jusqu'en juin 1997. Sur l'ensemble de l'année, les achats d'automobiles ont diminué de plus de 15%. Hors automobile en revanche, la consommation des ménages a progressé de 1,6%, soit un rythme proche de celui atteint en 1996 (+1,8%). La reprise progressive des immatriculations, qui s'est enclenchée à l'été 1997, ne s'est pas démentie depuis. Elle a accompagné un mouvement d'ensemble de hausse des achats des ménages, qui ont augmenté de 1,4% au second semestre par rapport au premier. La consommation d'énergie mise à part, dont l'évolution suit avant tout celle du climat, tous les postes de la consommation font état d'une nette reprise des achats en fin d'année.

L'investissement productif a suivi l'activité avec un léger retard

En 1997, l'investissement productif a progressivement accéléré. Après avoir décliné en début d'année (sa baisse a atteint près de 2% au premier semestre par rapport au second semestre de 1996), il a amorcé une reprise dans la seconde partie d'année : il a crû de près de 1,5% au second semestre de 1997 par rapport au premier. En moyenne annuelle, l'investissement des entreprises a très légèrement décliné

(-0,1%). Cette baisse est concentrée dans l'investissement en BTP, alors que l'investissement des entreprises en produits manufacturés a crû de 1,4%. Il s'est même accru, au second semestre, à un rythme annuel proche de 5%. Si elle a suivi avec un léger retard le profil de l'activité, cette évolution d'ensemble apparaît néanmoins peu dynamique, au regard d'une demande exceptionnellement vigoureuse et d'un environnement financier (taux d'intérêt bas, capacités de financement des entreprises dans leur ensemble excédentaires) favorable à l'investissement. Des capacités de production encore jugées excédentaires par les industriels et un certain attentisme de leur part, reflétant leurs inquiétudes, notamment sur la pérennité de la reprise, expliquent peut-être ce mouvement.

La reprise s'est accompagnée de hausses de prix très modérées

En 1997, la nette accélération de l'activité ne s'est pas traduite par un redressement des prix à la consommation. Au contraire, l'inflation s'est établie à +1,1% en glissement annuel et +1,2% en moyenne annuelle, niveaux jamais atteints depuis 1955. La modération des prix a touché

tous les secteurs, mais elle a particulièrement affecté les biens manufacturés, dont les prix ont été stables (+0,1% en glissement annuel à la fin de 1997). En amont de la chaîne de production également, les évolutions de prix sont restées très modérées. Après avoir régulièrement progressé jusqu'en octobre, les prix de vente industriels ont légèrement baissé en fin d'année. Un certain nombre de facteurs ont pu contribuer à cette modération d'ensemble : la stabilité des cours des matières premières industrielles, les gains de productivité dans le secteur manufacturier, l'absence de tension notable sur les capacités de production, la situation particulière du marché automobile. La crise asiatique, qui a rapidement induit une baisse des cours du pétrole et des matières premières industrielles, a renforcé en fin d'année la désinflation à l'oeuvre.

Ces faibles hausses de prix ont clairement constitué un facteur favorable à l'évolution des revenus et de la consommation des ménages, mais elles ont pu limiter la reconstitution des stocks. Après avoir nettement soutenu la croissance au deuxième trimestre de 1997, ceux-ci n'ont, par la suite, contribué que marginalement à la croissance de l'activité. ■